

Émilie MOYSAN-JEANNARD

Maître de conférences HDR (section 02)



Faculté de Droit, Sciences économiques & de gestion
Avenue Olivier Messiaen
72085 LE MANS Cedex9
Bureau T210

Emilie.moysan-jeannard@univ-lemans.fr

<https://www.linkedin.com/in/emilie-moysan-jeannard-ba49b4a4/>

THEMES DE RECHERCHE

Droit public financier, finances locales, droit fiscal
Droit administratif, droit des collectivités territoriales
Droit constitutionnel, droit parlementaire

PUBLICATIONS :

I. OUVRAGES OU CHAPITRES D'OUVRAGES

- *Les pouvoirs budgétaires du Parlement à l'épreuve de la pratique de l'évaluation*, Mare & Martin, 2024, 191 p. (à paraître)
- *Finances publiques : quel rôle dans la transition écologique ?* Actes du 3^{ème} colloque lavallois sur les finances publiques (ouvrage collectif rédigé sous la dir d'E. Moysan), Enrick B Éditions, 2023, 240 p.
- *Les finances publiques en cartes mentales*, Ellipses, 2022, 233 p.
- *Les finances publiques face à la crise sanitaire : quelle résilience ?* ouvrage collectif coordonné sous la direction d'E. Moysan, Enrick B éditions, 2021, 160 p.
- *Finances publiques*, Ellipses, Coll. Spécial droit, 2021, 272 p.
- *Les indispensables du droit des finances publiques*, Ellipses, Coll. Plein droit, 2017, 224 p.
- *Les compétences financières locales dans le système juridique français*, préface J.-M. Pontier, thèse de doctorat, Paris, LGDJ, Coll. Bibliothèque de finances publiques et fiscalité, 2015, tome 61, 560 p.

II. ARTICLES

Revue française

- « Réputation de l'entreprise et droit fiscal. Réflexions sur un objet juridique naissant » *in Réputation et entreprise*, ouvrage collectif coordonné par K. Lemercier, Legitech, 2024 (à paraître).
- « Transition agro-environnementale et fiscalité : un couple improbable ? » *in Transitions agricoles* (ouvrage collectif rédigé sous la dir. d'H. Juillet-Régis et S. Lebreton-Derrien), Enrick B Éditions (à paraître).
- « La dotation de solidarité communautaire : point de situation et interrogations » (rédigé avec W. Wichegrod), *JCP A*, n° 49, 11 décembre 2023.
- « Le budget sensible au genre. Entre objet juridique balbutiant et pratique affermie » (rédigé avec L. Gourbier), *Gestion et finances publiques*, n° 2023/5, pp. 48-54.



- « Un élément perturbateur dans la cour des principes budgétaires : le budget vert » in *Actes du 3^{ème} colloque lavallois sur les finances publiques*, Enrick B Éditions, 2023, pp. 23-38.
- « Réflexions sur un malentendu juridique : le pouvoir fiscal local en France » (rédigé avec W. Wichegrod), *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2023/2, p. 263 et s.
- « Le verdissement du droit public financier : réalité et marges de progression » in *Le droit (public économique) du monde d'après* (ouvrage collectif dirigé par F. Bottini), Legitech, 2023, pp. 167-178.
- « Propos conclusif », actes du colloque du 11 mars 2022 tenu à la faculté de droit de Laval sur La gouvernance financière publique après 2022 : rupture ou continuité ? Dossier coordonné par E. Moysan, *Revue générale du droit* (à paraître).
- « Participation citoyenne et budgets locaux » (rédigé avec L. Gourbier), *Gestion et finances publiques*, n° 6-2022, pp. 25-29.
- « La diffusion de la législation fiscale et de son interprétation » in *Regards croisés sur la qualité de la législation fiscale*, ouvrage collectif sous la dir. de B. Ricou, LexisNexis, 2022, pp. 135-145.
- « Édito » de la chronique de jurisprudence des juridictions financières, *Actu-juridique.fr*, 3 août 2022.
- « Une révision des critères de convergence peut être envisagée », *Acteurs publics*, septembre-octobre 2021, p. 22.
- « Édito » de la chronique de jurisprudence des juridictions financières, *Actu-juridique.fr*, 18 octobre 2021.
- « L'équilibre des finances publiques : un vœu pieux ? » in *Les finances publiques face à la crise sanitaire : quelle résilience ?*, ouvrage collectif coordonné sous la direction d'E. Moysan, Enrick B éditions, 2021, pp. 117-127.
- « Édito » de la chronique de jurisprudence des juridictions financières, *Actu-juridique.fr*, 30 juin 2021.
- « Édito » de la chronique de jurisprudence des juridictions financières, *Les Petites Affiches*, n° 10, 14 janvier 2021, pp. 3-4.
- « Le contrôle pragmatique du juge sur les recours en annulation formés par les associations », *Les Petites Affiches*, 10 janvier 2019, n° 8, p. 12.
- « Legal writing style », compte rendu d'ouvrage coécrit avec S. Cottin, *Les Petites Affiches*, n° 209, 18 octobre 2018, p. 14.
- « Une ambiguïté constitutionnelle : l'ordre du jour parlementaire », *Les Petites Affiches*, n° spécial La révision constitutionnelle, 60 ans après ? sous la direction de Pierre Avril, 9 juillet 2018, n° 136, pp. 60-65.
- « L'illusoire abrogation du statut des parlementaires en mission », *Les Petites Affiches*, 06 février 2017, n° 26, p. 8.
- « Les questions écrites des parlementaires : un dispositif aux pieds d'argile », *Les Petites Affiches*, 23 juin 2016, n° 125, pp. 8-12.
- « L'obstruction parlementaire », *Revue de la Recherche Juridique. Droit prospectif*, n° 2015-1, pp. 169-186.
- « L'exercice du pouvoir disciplinaire au sein des juridictions financières : entre tradition et modernité », *Les Petites Affiches*, 13 juillet 2015, n° 138, pp. 4-8.
- « Quelles perspectives d'avenir pour les finances locales ? Questions à Philippe Laurent », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 131, 2015, pp. 225-229.
- « Transferts territoriaux et fédéralisme européen » in *Finances publiques* (ouvrage collectif rédigé sous la dir. de J.-M. Monnier), Paris, La Documentation française, Coll. Notices, 2015, pp. 355-358.
- « Les outils de gestion financière locale : facteurs ou pourfendeurs d'autonomie financière ? » in *L'État territorial au Maroc et en France : quelles synergies entre les finances de l'État et les*

finances des collectivités territoriales ? Actes du 8^{ème} colloque international de Rabat, Paris, LGDJ, 2015, pp. 81-88.

- « La réforme des conseils départementaux, quels enjeux financiers ? Interview de présidents de conseils départementaux », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 127, 2014, pp. 255-274.
- « Quelle stratégie fonde le partage du pouvoir financier entre l'État et les collectivités territoriales en France ? » *in Quel pilotage des réformes en Finances Publiques au Maroc et en France ? Actes du 7^{ème} colloque international de Rabat, Paris, LGDJ, 2014, pp. 103-112.*
- « Quels enjeux pour les finances locales ? Questions à Alain Lambert », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 124, 2013, pp. 191-196.
- « La société publique locale, un nouvel instrument de gestion financière », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 121, 2013, pp. 105-116.
- « Bilan et enjeux de trente ans de décentralisation en matière d'emprunts locaux », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 119, 2012, pp. 25-34.
- « Redevance pour service rendu et droit de l'Union européenne », *Revue Française de Finances Publiques*, n° 118, 2012, pp. 27-38.
- Publication d'un compte-rendu d'ouvrage dans la *Revue Française de Finances Publiques*, n° 117, 2012, pp. 291-292.

Revue étrangères

- « The greening of financial public law in France », *Prawo Budzetowe*, vol. 10, n° 2, pp. 9-25.
- « The balance of public finances and the health crisis in France », *Prawo Budzetowe*, vol. 9, n° 1, 2021, pp. 13-24.
- « Local finances in France: What place? What challenges? », *Prawo Budzetowe*, vol. 8, n° 2, 2020, pp. 9-19.
- « Les compétences fiscales locales : réflexions sur un paradoxe du système financier public français », *Revue bancaire et financière*, n° 2015/2, pp. 139-143.

III. NOTES ET COMMENTAIRES

- « Quels enseignements tirer du rapport de la formation inter-chambres de la Cour des comptes portant sur la prise en compte de l'environnement dans le budget et les comptes de l'État sur les exercices 2020-2023 ? », *JCP A* (à paraître).
- « Les marges de manœuvre offertes par l'arrêt de la Cour des comptes du 19 décembre 2019 en matière de contrôle hiérarchisé de la dépense publique », rédigé avec W. Wichegrod, *Les Petites Affiches*, 7 septembre 2020, n° 179, p. 21.
- « Contrôle des parlementaires dans les centres de détention et crise sanitaire. Quels enseignements tirer de l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Lille du 16 avril 2020 ? » *JCP A*, n° 18, 4 mai 2020.
- « Le contrôle opéré par le Tribunal des conflits sur la durée excessive d'une procédure juridictionnelle – Les premiers jalons posés par la décision du 9 décembre 2019 », *Les Petites Affiches*, n° 152, 6 mai 2020, p. 13.
- « L'anonymisation des dossiers contentieux en droit administratif. Commentaire de l'avis du collège de déontologie du 17 novembre 2014 », *Les Petites Affiches*, 29 janvier 2015, n° 21, pp. 6-9.

RESPONSABILITES EDITORIALES

Depuis novembre 2023 : membre du conseil scientifique du GRALE
Depuis octobre 2023 : membre du comité de lecture de l'association FIPECO

Depuis juin 2023 :	responsable de la chronique Finances publiques de la Revue générale du droit
2020-2022 :	responsable de la chronique semestrielle de jurisprudence des juridictions financières aux Petites Affiches/actu-juridique.fr.
2021-aujourd'hui :	membre de comité de lecture de la revue Prawo Budzetowe - State and Local Government Budget Law (Université Nicolaus Copernicus, Torun, Pologne).

COMMUNICATIONS, COLLOQUES ET CONFERENCES

En France

- « Réputation de l'entreprise et droit fiscal », lors du colloque sur « La réputation de l'entreprise », Université d'Angers, 30 novembre 2023.
- « L'adaptation de la fiscalité locale à la diversité des territoires » lors du colloque sur « 2003-2023 : Bilan et perspectives du droit constitutionnel local » organisé par Sciences po Lille, 16 et 17 novembre 2023.
- Organisatrice et présidence de séance lors de la conférence-débat sur « Les budgets participatifs locaux : retours d'expérience », faculté de droit de Laval, 10 novembre 2023.
- « Enjeux et perspectives des budgets participatifs locaux » lors des 8^{ème} Journées universitaires sur les enjeux des gouvernements ouverts et du numérique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 7 et 8 novembre 2023.
- Intervenante lors de la table ronde sur « la préservation de la qualité de l'eau, potable et non potable » lors de l'Assemblée générale de la SAFER Pays de la Loire, Angers, 19 juin 2023.
- « Préservation des ressources naturelles et agriculture » lors de la conférence sur « Le foncier agricole. Des enjeux concurrents ou complémentaires ? », organisé par la SAFER Pays de la Loire, Faculté de droit de Laval, 31 mars 2023.
- « Que reste-t-il de la fiscalité locale ? » lors de la conférence-débat organisé à l'université du Mans, le 2 mars 2023.
- « Un élément perturbateur dans la cour des principes budgétaires : le budget vert », lors du colloque international sur les finances publiques : quel rôle dans la transition écologique ? Laval, 13 février 2023.
- Organisatrice et présidente de séance lors du colloque international sur les finances publiques : quel rôle dans la transition écologique ? Laval, 13 février 2023.
- Organisation de la conférence d'actualité avec Jean Arthuis, Parcours Sciences politiques de la faculté de droit de Laval, 3 janvier 2023.
- « Les budgets participatifs, approche juridique » lors de la conférence-débat sur « Budgets publics et participation citoyenne, » Faculté de droit de Laval, 7 octobre 2022.
- Organisatrice, rapport introductif et présidente de séance du colloque « La gouvernance financière publique après 2022 : rupture ou continuité ? » Laval, 11 mars 2022.
- Présidente de table-ronde au colloque sur « Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron », Le Mans, 10 mars 2022.
- Organisatrice et présidente de séance de la conférence-débat « Réforme de la loi organique relative aux lois de finances : quels enjeux ? » Laval, 9 novembre 2021.
- « La diffusion de la législation fiscale et de son interprétation » lors du colloque « Regards croisés sur la qualité de la législation fiscale », Le Mans, 17 novembre 2021. Participation au débat « Grand débat de la rédaction : Finances publiques : sortir par le haut du quoi qu'il en coûte », Les rencontres des acteurs publics 2021, Cour des comptes, 5 juillet 2021.

- Organisatrice, présidente de séance et intervention sur « L'équilibre des finances publiques : un vœu pieux ? » lors du colloque « La résilience des finances publiques face à la crise sanitaire », Laval, 18 janvier 2021.
- Présidente de séance et organisatrice de la conférence sur « Élections municipales 2020 : quels enjeux juridiques et financiers ? », Laval, 19 janvier 2020
- Co-organisatrice de la conférence « Actualité des garanties offertes au contribuable », Le Mans, 13 novembre 2018.
- Présidente de séance lors de la conférence-débat sur « Les finances des collectivités locales : quel état des lieux ? Quelles perspectives ? » organisé par l'Université du Mans, 6 février 2017.
- « Cadre législatif et règlementaire de l'équilibre budgétaire local », lors d'une journée organisée par l'INSET d'Angers sur « Budget local en déséquilibre : quelles conséquences ? », 13 décembre 2016.
- « Bilan et enjeux de la fiscalité locale », lors de la 5^{ème} séance du cercle des finances publiques de FONDAFIP, Paris, 21 mai 2015.
- « Le numérique et la fiscalité locale », organisé par FONDAFIP et l'Université de Rouen, Rouen, 27 mars 2015.
- « Rapport introductif », lors du colloque « L'an I des métropoles. Retour sur la loi MAPTAM et contribution au projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République » organisé par Brest Métropole Océane et FONDAFIP, Brest, 6 octobre 2014.
- « L'intercommunalité, quelles logiques, quels enjeux ? », lors de la journée d'étude organisée par la Communauté de communes de la presqu'île de Crozon, à l'occasion de ses 20 ans, Crozon, 29 septembre 2014.
- « La fiscalité locale » lors du cycle de formation organisée par l'UNAF, Paris, 25 janvier 2014.
- « Existe-t-il une politique fiscale locale ? » lors du colloque « Que deviennent les politiques fiscales ? Etat et lieu et perspectives » organisé par la Faculté de droit de Poitiers, le GERFIP et FONDAFIP, Poitiers, 2 avril 2013.
- « Le contrôle des budgets nationaux par la Commission européenne », lors du colloque sur « Le cadre financier de l'Union européenne. 2014-2020 » organisé par le CREDESPO, le CRJFC, le GERFIP et FONDAFIP, Dijon, 25 octobre 2012.
- « La société publique locale, un dispositif juridique nouveau et incertain », lors du colloque sur « l'autonomie financière des collectivités territoriales » organisé par le GERFIP, FONDAFIP et l'AFIGESE, Paris, 27 juin 2012.
- « La libéralisation de l'emprunt des collectivités territoriales », lors du colloque « 1982-2012 : 30 ans de décentralisation financière » organisé par la Faculté de droit de Poitiers, le GERFIP et FONDAFIP, Poitiers, 3 avril 2012.
- « De la société d'économie mixte à la société publique locale », lors de la conférence débat « Les sociétés publiques locales : quel(s) rôle(s), quelle légitimité ? » organisé par le GERFIP et FONDAFIP, Paris, 6 mars 2012.
- Rapport introductif de la conférence débat « Les redevances pour service rendu » organisée par le GERFIP et FONDAFIP, Paris, 30 novembre 2010.

A l'étranger

- Communications sur « L'évaluation des politiques publiques et les indicateurs de performance en France » et « Les dotations de l'État aux collectivités territoriales en France » organisé par FONDAFIP et l'Université Centrale des Finances et d'Économie de Pékin, Pékin (Chine), 20 et 21 octobre 2014.
- Communication sur « Quels outils de gestion financière locale ? » lors du colloque sur « L'État territorial au Maroc et en France : Quelles synergies entre les finances de l'État et les finances des

collectivités territoriales ? » organisé par FONDAFIP et le ministère de l'économie et des finances du Maroc, Rabat (Maroc), 12 et 13 septembre 2014.

- Communication sur « Quelle stratégie au regard du partage du pouvoir financier entre l'État et les collectivités territoriales en France ? » lors du colloque sur « Quel pilotage des réformes en finances publiques au Maroc et en France ? » organisé par FONDAFIP et le ministère de l'économie et des finances du Maroc, Rabat (Maroc), 13 et 14 septembre 2013.
- Communications sur « La gestion de la dette publique en France », « Les dotations de l'État aux collectivités territoriales en France » et « L'évaluation des politiques publiques et les indicateurs de performance » lors du colloque sur « Réformes budgétaires publiques et défis pour le XXI^{ème} siècle : une perspective internationale » organisé par le Centre d'Administration publique de Chine, l'Université de Sun Yat-Sen, le GERFIP et FONDAFIP, Guangzhou (Chine), 23 et 24 mai 2013.
- « Les enjeux de la gestion de la dette publique locale en France », lors du colloque sur « Les enjeux des finances publiques en Italie et en France » organisé par la Faculté de droit de Bologne, le GERFIP et FONDAFIP, Bologne (Italie), 22 février 2013.

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

- Directrice adjointe de la Chaire Droit et transitions sociétales, Université du Mans, campus de Laval
- Directrice des études et de la formation du parcours Sciences politiques de la licence de droit à la faculté de droit de Laval
- Membre du conseil de l'UFR DEG de l'Université du Mans
- Membre de la commission consultative d'établissement de l'Université du Mans
- Membre du collège des représentants des personnels au comité médical départemental de l'université du Mans

AUTRES RESPONSABILITES

- Membre élue (suppléante) au Conseil national des universités.
- Référente déontologue du département la Mayenne, du département de la Sarthe, de la ville du Mans, de Le Mans Métropole et de 76 communes mayennaises.

ENSEIGNEMENTS

- Cours magistral de droit public financier, Licence 2 Droit à Laval (30h)
- Cours magistral de droit public financier, Licence 2 Droit au Mans (30h)
- Cours magistral de droit fiscal général, Licence 3 Droit à Laval (20h)
- Cours magistral de droit fiscal général, Licence 3 Droit au Mans (30h)
- Cours magistral de procédures fiscales, Master 1 Droit au Mans (32h)
- Cours magistral de fiscalité des entreprises, Master 1 Droit des entreprises et des affaires à Laval (18h)
- Cours magistral de finances des collectivités territoriales, Master 1 Droit public au Mans (24h)
- Cours magistral de politiques publiques et économie de la santé, Master 2 droit de la santé au Mans (12h).
- Cours magistral de fiscalité du patrimoine personnel, Master 2 Droit et Gestion des opérations bancaires et patrimoniales à Laval (21h)
- Cours magistral de fiscalité du patrimoine professionnel, Master 2 Droit et Gestion des opérations bancaires et patrimoniales à Laval (21h)

- Cours magistral de procédure et contentieux fiscaux, Master 2 Droit des entreprises et des affaires à Laval (18h)